

FACE À L'ESCALADE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL ET LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES, EXPRIMONS NOTRE COLÈRE !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il

ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

**SAMEDI 19 OCTOBRE : MANIFESTATION
en soutien aux peuples palestinien et libanais
(et tous les autres samedis)**

A l'appel du Collectif 14 de Solidarité avec la Palestine

15h - Caen - En face du Monoprix

« La santé mentale, priorité nationale », du blabla à l'EPSM...

Il y a 2 semaines, une grève a eu lieu à l'EPSM de Caen pour protester contre les fermetures de lit, 20 en septembre, et 20 autres de programmées en décembre, soit 120 en 10 ans. Les conditions de travail se dégradent sans discontinuer, les psychiatres manquent et les collègues fuient l'hôpital, sans compter les travaux du tram qui se rapprochent dramatiquement. Durant cette journée, une centaine d'agents se sont relayés sur le piquet, puis ont investi la CME afin d'interpeller la direction sur la mort programmée de l'établissement et sur leur quotidien. Le directeur mis en cause par les témoignages des collègues sur les prises en charge détériorées et sur son management brutal l'ont laissé sans voix, lui qui se vantait que l'EPSM « avait passé un été très tranquille ! ». Cette grève fut un succès, mais les agents savent qu'elle n'est pas suffisante, et ont décidé d'en reprogrammer une le 21 octobre pour montrer leur détermination à se battre. Comme dans tous les hostos, il n'y a que la lutte qui nous permettra de faire reculer la direction, l'ARS et le ministère dans la casse de l'hôpital public.

...Tout comme à Jacques-Monod, à Flers !

« C'est la terreur qui règne » ; « fini la maltraitance institutionnelle ! » ; « le management par la brutalité, ce n'est pas normal ! » ; « ambiance totalitaire ! »... Voilà ce qu'on pouvait entendre le mercredi 25 septembre lors de la mobilisation des équipes du service de psychiatrie de l'hôpital Jacques-Monod, à Flers. Les collègues dénoncent la manière de faire de la direction, jugée arbitraire, abusive, et autoritaire. Il faudrait se taire et obéir, appliquer les directives sans donner son avis, sous peine d'être suspendu·e. Pourtant c'est bien nous qui savons le mieux comment s'occuper des patient·es ! Ce nouveau management brutal cache une réalité bien matérielle, aussi dénoncée : la fermeture de 5 lits, sur les 25 existants. C'est sûr qu'on ne va pas rester sans rien faire pendant que nos emplois, conditions de travail et capacité d'accueil des patient·es sont attaquées !

La vraie priorité nationale : exploiter

Quelle est donc la mesure de Barnier pour lutter contre les déserts médicaux d'une part, et agir concrètement pour faire de la santé mentale une priorité nationale d'autre part ? Faire appel aux médecins retraités ! Rien que ça, et il ose se justifier en ajoutant que ça permettrait un « cumul favorable entre rémunération et retraite » ! En plus du foutage de gueule, c'est aussi avouer que les retraites sont insuffisantes, non ? Encore un qui aurait mieux fait de se taire...

Quand le plafond nous tombe sur la tête

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet « incident malheureux », pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : « Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait. » Les « fées » du gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240M€ d'aides de l'État...

Didier Raoult interdit d'exercer pour 2 ans

Dans le cadre d'une procédure en appel, l'Ordre des médecins a interdit au professeur Didier Raoult d'exercer la médecine pendant deux ans. Il est notamment sanctionné pour sa promotion de l'hydroxychloroquine, qu'il présentait comme un remède miracle contre le Covid-19, sans aucune référence scientifique sérieuse. Il avait, par ailleurs, lancé « une étude » bidon sur 30 000 patients sans feu vert des autorités sanitaires. Ce charlatan avait été adoubé par Macron qui l'avait qualifié, à l'issue d'un entretien, de « grand scientifique ». Opportunisme, quand tu nous tiens... mais attention au retour de bâton !

Gaza : les maladies tuent aussi

La guerre menée par Netanyahu depuis un an a fait près de 42 000 morts, des centaines de milliers de blessés et nombre de disparus. En plus des obus et des tanks, les conditions sanitaires aussi contribuent au massacre : les maladies de peau, les infections respiratoires et les épidémies de poliomyélite et d'hépatite font des ravages. L'OMS a dénombré 96 417 cas de gale et de poux à Gaza, 9 274 personnes infectées par la varicelle et 10 038 par l'impétigo. Le manque d'eau potable, mais aussi le blocus imposé par les Israéliens sur la nourriture et les produits de première nécessité expliquent ce bilan macabre. Il s'agit d'un acte délibéré de l'extrême droite israélienne, qui avait même formalisé cela dans le plan « Eiland », un projet d'extermination de la population en assiégeant complètement une partie de la bande de Gaza. D'après Michael Fakhri, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, à Gaza, « la malnutrition, la famine et la maladie tuent plus de personnes que les bombes et les balles ». Mais cela n'empêche pas Macron d'avoir récemment réaffirmé à Netanyahu son « soutien indéfectible » à l'État d'Israël.